Chapeau sur la Déclaration du CNID – FYT : CNID – Faso Yiriwa Ton : « 31 ans rectitude politique, éthique et morale »

MALI

1105

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 26 MAI 2022

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Gestion efficiente des ressources humaines

Le président Assimi Goita lance le projet SIGRH

Célébration de la journée de l'Afrique : Le PM Choguel prône la solidarité autour du Mali

Niger : L'affaire Téra, une douloureuse épilogue

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

25 Mai 2022

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

- Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter
- Se laver les mains regulièrement
- Tousser ou eternuer dans le coude
- Respecter la distance de sécurité
- Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains
- Eviter de se serrer les mains
- Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

602

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
11	15	00

Au cours des dernières 24 H

03 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
03 cas graves en soins intensifs
86 suivis à domiciles

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
31 069	30 178	734

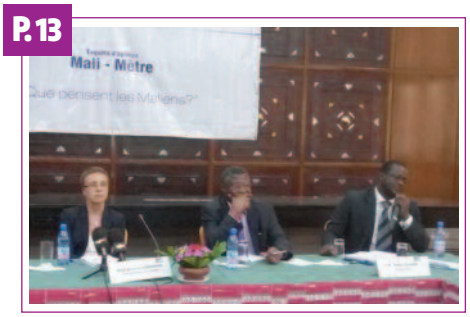
dont 71 font l'objet d'un suivie médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

P.13



P.17

P.24

/ Une /

Gestion efficiente des ressources humaines : Le président Assimi Goita lance le projet SIGRH — P.5

/ Brèves /

Mali : Washington accuse la Russie d'intensifier une campagne de "désinformation" — P.13
Enquête Mali-Mètre 2022 : 82 % des maliens souhaitent le retour de la paix — P.13
Campagne agricole 2022-2023 à Kita : Assimi interpellé par des paysans — P.14
Daoudabougou : La Rive droite a désormais son GMS — P.14
Primature : Des ressortissants de Koro reçus à la par le Premier ministre — P.15
Mali-Bénin : Pourquoi Patrice Talon veut rapatrier ses troupes déployées au sein de la MINUSMA — P.15

/ Actualité /

Réforme de la justice et déploiement des autorités judiciaires et pénitentiaires : La MINUSMA appuie la réflexion — P.17
Détournement au GEDEFOR I : La Suède exige le remboursement des fonds détournés — P.19
53ème Edition de la Foire Internationale d'Alger (FIA 2022) : Le Mali s'y prépare ! — P.20
Émission "MaliKura Taasira" de l'ORTM : Des éclairages sur les hausses de prix — P.21

/ Politique /

Crise au sein du G5 Sahel : La mort du fantôme ? — P.23
G5 SAHEL : « L'heure est extrêmement grave » — P.24
Dr. Moussa Coulibaly, Sociologue : Le Mali et le nouvel ordre — P.25
Chapeau sur la Déclaration du CNID – FYT : CNID – Faso Yiriwa Ton : « 31 ans rectitude politique, éthique et morale » — P.27
Célébration de la journée de l'Afrique : Le PM Choguel prône la solidarité autour du Mali — P.29

/ Culture & société /

Mendicité à Bamako : Dieu comme excuse — P.31

/ International /

Forum économique de Davos : « L'Afrique est un marché très attractif » (Patrick Achi) — P.32
Liste de la coalition YEWWI ASKAN WI de Dakar : Le Conseil Constitutionnel déboute la DGE et autorise le remplacement des candidats démissionnaires — P.33
Niger : L'affaire Téra, une douloureuse épilogue — P.34

/ Sport /

MERCATO- PSG : Campos sort du silence sur son arrivée dans le projet QSI ! — P.35

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Karamako B. KEITA
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Gestion efficiente des ressources humaines | Le président Assimi Goita lance le projet SIGRH

Doter le Mali de systèmes d'identification accessibles, sûrs et vérifiables qui permettra, entre autres, de réduire la fraude et réaliser des économies sur le budget d'Etat et celui des collectivités territoriales, tel est l'objectif projet de Système Intégré de Gestion des Fonctions Publiques de l'Etat et des Collectivités Territoriales (SIGRH). La cérémonie de lancement de cet ambitieux projet, était présidée, le mardi 24 mai 2022, par le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, dans la salle des Banquets du Palais de Koulouba. C'était en présence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, du Président du Conseil National de Transition, le Colonel Malick Daw, des membres du gouvernement et des Ambassadeurs accrédités au Mali.

Cette initiative des plus hautes autorités fait suite aux multiples anomalies et difficultés qui entravent la gestion des ressources humaines de l'Etat et des Collectivités territoriales. Piloté par le département en charge de la Refondation de l'Etat, en partenariat avec les ministères sectoriels concernés, ce projet de Système intégré de gestion des ressources humaines entend apporter des réponses appropriées aux préoccupations majeures relatives à la gestion des ressources humaines, notamment les nombreux cas de fraude, de doublons et d'agents fictifs de l'Etat et des Collectivités.

Le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des relations avec les institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, a évoqué dans son intervention qu'au fil du temps de nombreux disfonctionnements ont été constatés dans la gestion des ressources humaines de l'Etat et des Collectivités territoriales. On dénombre près de 400 enseignants qui reçoivent annuellement et de façon indue plus 1 037 000 000 de FCFA. Dans l'objectif de la maitrise des dépenses publiques, l'accroissement continu de la masse salariale demeure une préoccupation majeure de l'Etat. C'est au regard de toutes ces difficultés qu'a été initié le projet de système intégré de gestion des ressources humaines incluant les données Ravec au profit des fonctions publiques de l'Etat et des Collectivités territoriales. Au terme des activités prévues dans le cadre de ce projet, qui est l'une des

recommandations fortes des Assises Nationales de la Refondation, l'Etat disposera d'une base de données plus fiable sur les effectifs des agents de l'Etat et des collectivités territoriales.

Le Chef de l'Etat, Colonel Assimi Goïta dira que l'intérêt pour cette activité réside dans la nécessité urgente de rendre performante la fonction publique de l'Etat et celle des collectivités territoriales qui connaissent plusieurs failles dont, entre autres, : la possibilité pour les agents de toucher leur salaire sans fournir des prestations et de se dérober à la tache au moment où il existe un besoin criard de personnel. D'autres parviennent à modifier leur âge afin de repousser leur départ à la retraite privant ainsi de nombreux jeunes de la chance d'accéder à la fonction publique. Le Président de la transition, a rappelé que la vocation principale de l'Etat est d'assurer le bien-être de la population et pour cela il sera confié des responsabilités aux femmes et aux hommes qui constituent les agents publics regroupés en partie au sein des fonctions publiques de l'Etat et des Collectivités territoriales.

Pour mener à bien leur mission, l'Etat doit accorder une attention particulière à ces agents en créant des conditions propices à un engagement constant dans l'accomplissement du service public gage de développement de notre pays. « **Nous réussirons à empêcher la fraude et assurer un emploi efficient des agents. Je voudrais souligner que dans le cadre la réduction des dépenses de l'Etat des activités seront menées entièrement par les fonctionnaires maliens sans intervention de société privée. Pour l'atteinte de nos objectifs, je voudrais inviter tous les responsables des structures de l'Etat et des Collectivités sur l'ensemble du territoire national, dans les ambassades et consulats à prendre les dispositions nécessaires en vue de faciliter le travail des équipes de recensement et d'enrôlement biométrique** », a-t-il annoncé.

Aux dires du Président de la Transition, le Colonel Assimi GOITA, la maitrise des effectifs, au niveau de la Fonction publique de l'Etat et des Collectivités territoriales, et de la masse salariale demeurent un véritable défi au Mali, d'où la nécessité de ce projet. Incluant les données du RAVEC, le SIGRH permettra de rendre les administrations publiques plus performantes. La gestion de cet important projet est assurée par deux organes que sont le comité d'orientation composé des départements de l'administration territoriale, de l'économie et des finances de la fonction publique de la refondation de l'Etat et d'un comité technique d'exécution

En outre, il faut souligner que la mise en œuvre du projet sera en 4 phases à savoir : le développement du système de gestion des ressources humaines, le recensement et l'enrôlement, l'intégration des données biométriques et la production de carte d'agent. Après le recensement et l'enrôlement les données de chaque agent seront confrontées à celle du Ravec afin de déceler les cas de doublon. Le système permettra non seulement de maitriser la masse salariale mais aussi de disposer d'informations relatives à la situation administrative des agents, des économies seront ainsi réalisées sur le budget de l'Etat. La réalisation de ce projet est prévue sur 14 mois.

Ibrahim Sanogo

Djimé Kanté

Par quoi commencer ?
Amina Dicko a 1 an de plus aujourd'hui. Normalement ça ne devrait pas être compliqué pour moi d'avoir les mots qu'il faut pour lui rendre hommage mais sincèrement je ne sais par quoi commencer.
La mère de Abdallah est sans doute la meilleure de nous tous dans l'humanitaire. Humble, pieuse, disponible très loyale et discrète, cette dame essuie des larmes à longueur de journée et consacre sa vie aux autres. Le temps qu'elle aurait dû consacrer à son son Dicko, elle le passe aux côtés de personnes vulnérables nuits et jours ce qui explique l'écart grand entre ses enfants.
"Badjimé prends ces 25.000f et fais des bénédictions pour moi. J'aurai 1 an de plus demain" C'est par ces mots qu'elle m'informait de son anniversaire. Décidément le mois de Mai est celui de la naissance d'âmes sensibles et généreuses. À la tête de l'association humanitaire Solidaris223 en remplacement du Président Balla Mariko depuis quelques annees, ma sœur Amina était pourtant attendu à la tête de AGSS-Mali dont elle était déjà membre observateur avant de devenir membre bienfaiteur il ya plus de 6 ans.
En ce jour spécial pour toi, je voudrai te souhaiter tout le bonheur du monde. Que ces larmes que tu verses à longueur de journée pour des personnes vulnérables plaident en ta faveur le jour du jugement dernier et contribuent à t'offrir une place de choix dans le firdaw's d'Allah SWT.
Je vais terminer par te dire ceci A BÈ KAIRA ALLAH GNÈNA !

Yeah Samake

CHERS AMIS,
L'intégration africaine est une valeur constitutionnelle pour nous les maliens. Nous avons été des acteurs majeurs dans la construction de l'Unité africaine.
En cette période particulière où le #Mali est redevenu le précurseur du mouvement Panafricaniste à travers les décisions courageuses et la bravoure des autorités de la transition, nous devons dépasser les stéréotypes de tous les jours pour une Vraie Union Africaine. Faisons audacieusement une Afrique Unie!
Bonne fête de l'AFRIQUE!
Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR

FIGARO DU MALI

Des débats en cours sur la thématique " Quel avenir pour les Partis politiques dans les démocraties africaines ? Cas du Mali", il ressort que de tous les régimes politiques, la démocratie est la plus exigeante et la plus difficile à réaliser. Et les Partis politiques en sont la sève nourricière ; ils se doivent de jouer leur rôle de formation citoyenne, de porteurs de projets de société compétitifs et alternatifs pour le développement harmonieux de nos pays.
Malheureusement, au Mali, la démocratie n'est exigeante qu'à l'égard des seuls dirigeants. Alors, il faut s'armer de beaucoup de courage si nous voulons demeurés véritablement des démocrates, surtout des dirigeants issus d'élections démocratiques. Il nous faut être des exemples à tout point de vue. Les débats se poursuivent et sont très animés.
Yaya Sangare

Kassoum Thera

Après l'officialisation du mariage de Samassekou et de Chizy, il est évident qu'on peut toujours garder des secrets à Bamako

LE MALI - Ma Patrie

#Niger : Le pays a reçu le weekend dernier une 1ère livraison de drones turcs de longue portée de types Bayraktar #TB2 issus d'un contrat d'armement passé avec la Turquie en novembre qui prévoit aussi l'achat par le Niger d'avions légers et de véhicules blindés.

#Mali: Suspension de la livraison d'un aéronef militaire malien par les États-Unis
Une acquisition d'avion de transport des troupes CASA C295 par l'état malien datant de 2020 chez Airbus Défense & Space n'est toujours pas livrée.

Coopération russo-malienne : Après la réhabilitation du chemin de fer par l'état, le Mali se dote de trois nouvelles locomotives russes et la maintenance de deux autres en panne par une équipe de techniciens russes qui se rendra au Mali dans les semaines prochaines. #RTAfrique

Yehia Tandina

GOUNDAM : LA COHÉSION SOCIALE A PRÉVALU
La culture de la paix et la cohésion sociale thème de cette 2ème édition, c'est un état d'esprit, une attitude au quotidien dans un comportement perceptible. Ce fût pendant la semaine tournante à Goundam.
2 commis de l'état : un ministre et un gouverneur. 2 autres employés de l'état tous des communicateurs, un de Kidal et l'autre de Tombouctou. C'était tout ça la beauté de Goundam dans sa diversité ethnique, culturelle et linguistique.

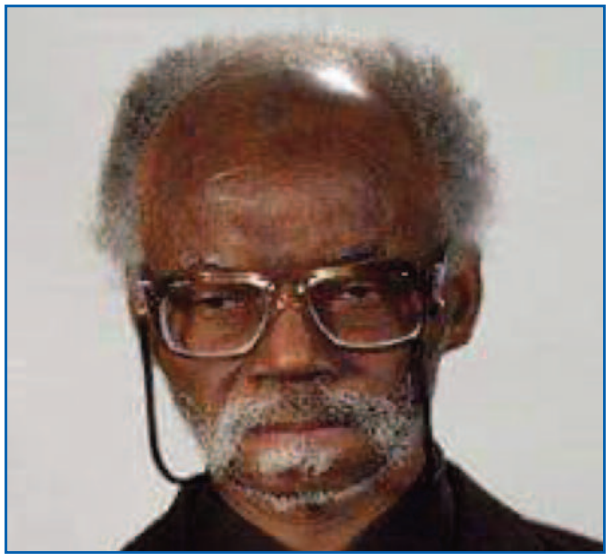
Soulby Sanogo

" Si l'argent devient le seul rapport entre les hommes, il n'y aura plus de place pour la morale "

Isaac Kisatiro Officiel

Valentin-Yves MUDIMBE, l'homme pluriel, le plus grand des écrivains congolais
Valentin-Yves Mudimbe ou Vumbi-Yoka Mudimbe, souvent typographié V.Y. Mudimbe est un philosophe, écrivain, poète et critique littéraire, né le 8 décembre 1941 à Jadotville (Likasi) au Congo belge (aujourd'hui République démocratique du Congo).

Formation Université Lovanium (licence (en)) (1966)
Université de Paris (diplôme d'études approfondies) (1968)
Université catholique de Louvain (doctorat) (1970)
Activités Philosophe, écrivain, professeur d'université
Romans
• 1973 : Entre les eaux. Dieu, un prêtre, la révolution, Paris, Présence africaine, 1973 (trad. en anglais par Stephen Becker : Between Tides, New York, Simon and Schuster, 1991).
• 1976 : Le Bel Immonde, Paris, Présence africaine, 1976 (trad. en allemand par Peter Schunck : Auch wir sind schmutzige Flüsse, Frankfurt am Main, Otto Lembeck, 1982 ; en anglais par M. DE Jager : Before the Birth of the Moon, New York, Simon and Schuster, 1989).
• 1979 : L'écart, Paris, Présence Africaine, 1979 (trad. en anglais par Marjolijn Dejager : The Rift, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1993).
Récompenses
• 1973: Grand prix catholique de littérature pour son œuvre Entre les eaux. Dieu, un prêtre, la révolution.



Kati 24

Célébration de la journée de l'UA : Le Mali respecte la tradition.
Au nom du Président de la Transition le Colonel Assimi GOÏTA, le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, a présidé ce 25 Mai à la cérémonie de montée des couleurs à la Tour d'Afrique de Bamako.
En ce jour mémorable pour l'Afrique, il me plaît d'affirmer ici toute ma fierté de voir toutes les communautés africaines mobilisées, a souligné le Chef du gouvernement. Au delà de la symbolique, nous traduisons par ce geste une volonté exprimée dans toutes les Constitutions du Mali, qui stipulent que nous sommes prêts à renoncer à tout ou partie de notre souveraineté pour la réalisation de l'Unité Africaine, a poursuivi Choguel Kokalla Maïga.
Nous nous inscrivons par ce geste dans la voie tracée par les pères fondateurs de l'Union Africaine. Et tous les actes que nous posons concourrent à la souveraineté de l'Afrique à son unité, à la paix, a-t-il poursuivi.
La présence ici de toutes ces communautés, atteste que le Mali est sur la bonne voie. Voilà pourquoi nous disons que le destin de l'Afrique se joue en partie au Mali. Occasion pour le Premier ministre de saluer encore une fois l'engagement et la détermination des FAMA qui se battent jour et nuit pour notre souveraineté.
CCRP /Primature

Kassim Traoré

Le prix du Hadj de cette année est : 4.600.000 FCFA.
Source : Chouala Bayaya Haïdara

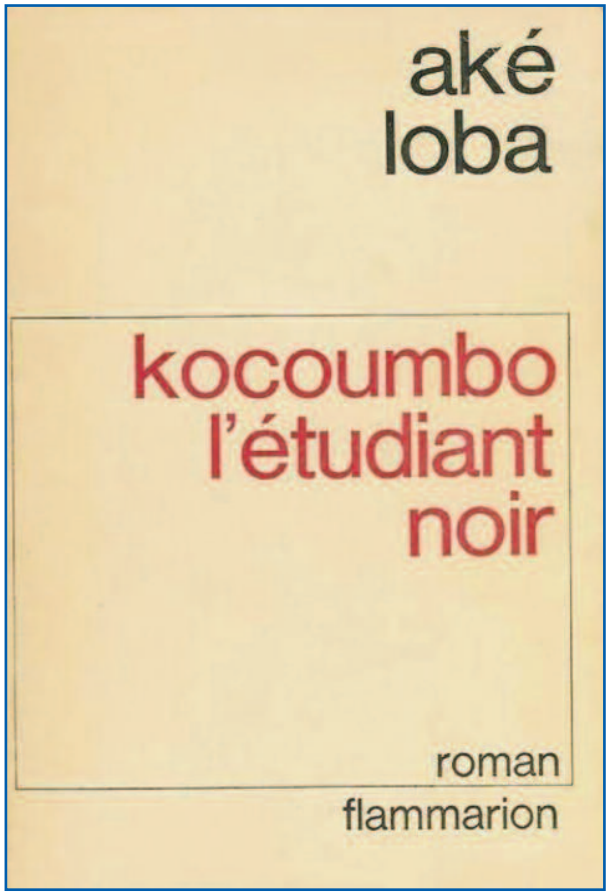
Wakat Séra

La cérémonie de remise du Ballon d'Or France football édition 2022 aura lieu le 17 octobre 2022. Les listes des candidats, quant à elles, seront dévoilées le 12 août prochain.

Belle Littérature

Kocoumbo, l'étudiant noir - AKE LOBA
Pas facile de quitter l'Afrique quand on a tout pour être heureux: le soleil, les chants, les danses,

les parents et l'ébauche d'un premier amour.
Pourtant, un beau jour Kocoumbo se décide. C'est dit: il ira étudier! Et pas n'importe où: à Paris... Ah! Paris! On en dit des choses sur la "ville-lumière", sur les Blancs - très grands - qui marchent avec d'horribles instruments qu'on appelle souliers.
Mais, plus angoissant, comment va-t-on l'accueillir, lui, l'Africain à la peau brune, dans ce pays étrange où des machines transportent les lettres d'un quartier à l'autre en quelques secondes?
Quel monde va-t-il découvrir par-delà les mers? Jungle ou paradis?



Casimir Sangala

La série noire continue pour l'ennemi : au Burkina 45 terroristes abbatus et motos saisis, Niger 65 abbatus, Mali 12 abattus, 18 arrêtés et 27 engins saisis. Courage aux FAMAS.

Colonel Assimi GOITA

J'ai présidé, ce matin, la cérémonie de lancement du Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines dans la Fonction Publique des Etats, un outil adéquat pour donner sens à notre projet de #refondation.

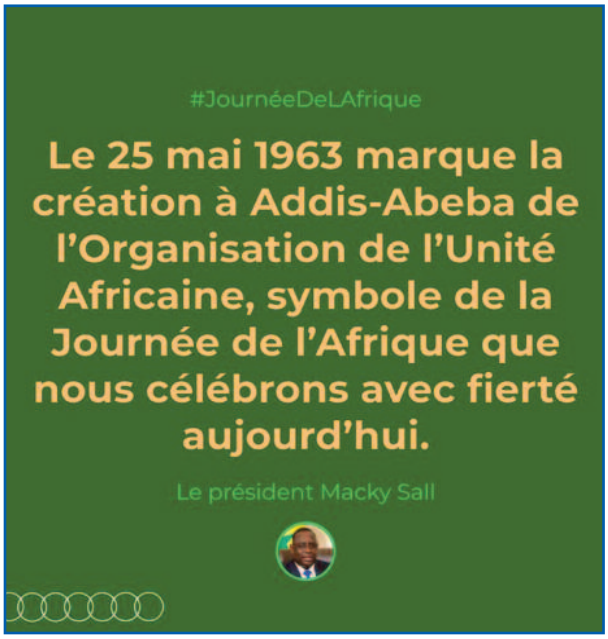
Aujourd'hui,nous rendons hommage à nos pères fondateurs de l'OUA et aux dirigeants africains qui ont repris le flambeau du panafricanisme.Ils ont laissé un héritage précieux à notre continent.Ils continuent de nous inspirer et ne cesseront de le faire pour les générations à venir

Wassim Nasr

Après deux longs entretiens privés à #Niamey, je peux dire que j'ai eu le privilège d'échanger longuement avec le Président @mohamedbazoum
concernant plusieurs sujets & dossiers d'un commun intérêt au #Sahel en général et au #Niger en particulier.

Macky Sall

Mes chers compatriotes africaines et africains, d'ici et de la diaspora, nous célébrons aujourd'hui avec fierté la Journée de l'#Afrique. J'adresse à chacune et à chacun de vous mes chaleureuses félicitations. #AfricaDay #AfricaDay2022



Primature du Mali

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a reçu le lundi 23 Mai 2022 en audience des membres de la Chefferie traditionnelle du Mandé.
Ces représentants coutumiers étaient venus affirmer leur soutien aux Autorités de la Transition. Ils ont par ailleurs souligné leur espoir de voir ce pays décoller pour la stabilité de toute la région ouest Africaine.
CCRP/Primature

Mise en œuvre des initiatives d'urgence du Président de la transition par la Primature : Namakoro Courani a désormais son forage.
Les populations de Niamakoro Courani ont ce mardi 24 mai 2022 avec joie, assisté à la cérémonie de remise d'un forage, une œuvre de la Primature. La cérémonie était présidée par Robert Diarra, un des conseillers spéciaux du Premier Ministre, en présence du préfet du Kalaban Coro, des autorités communales, de notabilités, des groupements de jeunes et des femmes.
Les intervenants n'ont pas caché leur joie d'avoir bénéficié dudit forage. Ils ont en outre sollicité des autorités de la transition, la construction d'un centre de santé, la réhabilitation de leur route, et la clôture de leur école (second cycle). Le représentant du chef du gouvernement, a estimé que cette œuvre entre dans le cadre de la mise en œuvre des initiatives d'urgence du Président de la transition, le Colonel Assimi Goïta, en faveur des couches les plus défavorisées. Une manière donc pour les autorités de la transition d'accompagner les femmes, les jeunes bref, les familles de Niamakoro courani c'est-à-dire ses braves habitants.
A ses dires, cet accompagnement des autorités de la transition permettra d'améliorer les conditions de vie des habitants de Niamakoro courani car l'eau est source de vie et surcroit l'eau potable donne la santé. Des habitants en bonne santé ont un meilleur pouvoir d'achat car économisent les frais d'ordonnance pour les investir dans les actions d'épanouissements.
Il faut que cet ouvrage a un profondeur de 101,1 mètre, un débit de 5 mètre cube par heure. Il a un château (Cuve) avec une capacité de 10 milles litres sur 10 mètre de hauteur, 3 bornes fontaines.
CCRP / Primature

L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux

L'INPS au service des assurés sociaux

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

www.inps.ml

Email :inps@inps.ml

INPS.Mali

@INPS_Mali

Mali : Washington accuse la Russie d'intensifier une campagne de "désinformation"

Les Etats-Unis ont accusé mardi la Russie de renforcer sa campagne de "désinformation" au Mali, affirmant qu'elle tentait de détourner l'attention des "atrocités" commises par la société militaire privée Wagner, réputée proche du Kremlin.

Depuis le début de la réduction de la présence militaire française au Mali, des responsables occidentaux pressent pour que le pays en crise se détourne du groupe russe Wagner, dont les mercenaires sont soupçonnés d'exactions en Libye, en Centrafrique ou en Syrie. Dans un rapport, le département d'Etat a déclaré que le groupe Wagner et d'autres entités liées à Evguéni Prigojine, richissime homme d'affaires considéré proche du président Vladimir Poutine, "profitent des circonstances agitées, en utilisant la désinformation" pour favoriser la Russie. "Le recours accru à la désinformation par la Russie et l'utilisation du groupe Wagner à travers l'Afrique a laissé une traînée de mensonges et de violations des droits humains." "Alors qu'un nombre croissant de rapports indiquent que le groupe Wagner a commis des atrocités au Mali depuis son arrivée en 2021, la Russie, par sa propagande et sa désinformation, continue de diffuser de faux récits pour détourner l'attention et éviter toute responsabilité", précise le rapport. Le département d'Etat accuse la Russie de propager la ligne officielle des autorités maliennes, dominées par les militaires, qui affirment que ses troupes ont "neutralisé" des jihadistes en mars dans le village de Moura. L'armée malienne et des paramilitaires russes ont été accusés de s'être livrés à un massacre de civils dans cette localité. Dans un rapport, l'ONG Human Rights Watch a fait état de l'exécution sommaire fin mars de 300 civils par des soldats maliens associés à des combattants étrangers. Le département d'Etat a également rappelé les allégations de l'armée française, selon laquelle des mercenaires russes ont enterré des corps près d'une base afin d'accuser la France de crimes de guerre au Mali. En février, la France a annoncé réduire sa présence militaire au Mali, après une opération longue de près de 10 ans pour combattre les jihadistes. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a accusé la France d'avoir une "mentalité coloniale" vis-à-vis du Mali, affirmant que le groupe Wagner était présent dans ce pays sur une "base commerciale". La bataille pour l'influence en Afrique se produit alors que les relations entre les Occidentaux et la Russie se sont fortement détériorées en raison de son invasion de l'Ukraine.

Source : AFP

Enquête Mali-Mètre 2022 : 82 % des maliens souhaitent le retour de la paix

A travers une conférence ce jeudi 19 mai, Friedrich Ebert Stiftung a lancé officiellement l'édition de Mali Mètre 2022, d'où la collecte déroulée du 13 mars au 4 avril. Elle porte sur un échantillon total de 2 344 personnes âgées de 18 ans et dans toutes les régions maliennes. L'objectif de l'enquête est de chiffrer l'opinion des Maliens sur le fonctionnement de l'Etat et la situation générale du pays en vue d'orienter les décisions politiques et d'impliquer les populations.

A travers les résultats de cette enquête, Friedrich Ebert Stiftung communique qu'en 2022, les actions prioritaires pour le gouvernement de Transition sont le rétablissement de la sécurité, la lutte contre l'insécurité alimentaire et la création d'emploi pour les jeunes. Cependant ces défis sont suivis de l'amélioration du système éducatif et la restauration de la paix.

Selon Mali-Mètre, 76 % de la population plaident pour la lutte contre l'insécurité, 48 % pour la lutte contre l'insécurité alimentaire ; 41 % pour la lutte contre le chômage et 40 % contre la pauvreté.

Plus de la moitié de la population enquêtée n'est pas satisfaite de la MINUSMA et 58 % très insatisfaite. Les principaux reproches faites à la MINUSMA sont la non-protection des populations contre les violences des groupes armés, la non-reconnaissance de son mandat et être complice avec les groupes armés.

Au-delà de cela, 60 % se dit très insatisfait du travail de Barkhane d'où 52 % de la population malienne qui estiment que le retrait de la force Barkhane aura un effet positif sur la sécurité dans leur région.

Pour la réinstauration de la paix et la réconciliation, plus de la moitié des enquêtés 49 % déclarent que l'accord d'Alger doit être relu et modifié.

Plus de 9 personnes sur 10 ont confiance en l'appui de la Russie pour aider le Mali a retrouvé son intégrité territoriale.

Il faut rappeler que depuis plus de dix ans, Mali-Mètre sert à informer sur les attitudes de la population en donnant la voix à ceux qui ne sont pas entendus.

Fatoumata Kané / Source : Mali Tribune

Campagne agricole 2022-2023 à Kita : Assimi interpellé par des paysans

« Les données fournies sur l'état des lieux de la livraison des engrais dans les filiales de la CMDT sont fausses ». L'alerte vient d'un cotonculteur du secteur de Sébécoro, filiale Ouest de la CMDT/Kita. Dans la vidéo adressée au Président de la Transition, il appelle le Colonel Assimi Goïta à agir vite afin de sauver la campagne agricole. Le Mali, premier producteur de coton d'Afrique subsaharienne au titre de la campagne 2021-2022 grâce à sa production de plus de 760 000 tonnes, a mis les 17 milliards F CFA, uniquement dans les intrants agricoles pour ce faire.

La livraison de ces engrais à temps est le principal souci de certains producteurs de Kita, toujours en attente. Dans une vidéo publiée récemment, un cotonculteur du secteur de Sébécoro, filiale Ouest de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT)/Kita, un griot du nom de Koné, a fait part de sa crainte au Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta.

Excepté « un secteur de la filiale Kita de la CMDT, où on n'aurait déposé que 20 sacs d'engrais », une quantité, dit-il, « qui ne peut même pas servir un seul champ de coton ». Il affirme qu'à ce jour, « leur coopérative n'a pas reçu un sac d'intrant ».

En plus de leur coopérative, le producteur attire également l'attention du président sur les autres secteurs de Kita. Ils « sont aussi en attente », rapporte-t-il, dans la vidéo, en langue bambara. « On a fait des tournées l'autre jour dans les différentes coopératives. Il n'y pas de sacs d'engrais nulle part », dit-il.

Selon lui, « leurs responsables sont en train de les imposer des engrains locaux et leur demandent de faire la promotion de ces intrants aux producteurs », a alerté le cotonculteur du secteur de Sébécoro. Avant d'apporter un démenti sur les données fournies sur l'état actuel de la livraison des engrais. « M. le Président, tout ce qu'ils disent est faux ». Ensuite, il invite le Président de la Transition d' « envoyer le ministre du Développement Rural pour tirer au clair la situation », afin de sauver la campagne agricole dans les différentes filiales de la CMDT.

Sur la question, la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT), contactée par nos soins, est restée silencieuse.

Cette interpellation intervient quelques jours après l'assurance donnée aux producteurs par le ministre de l'Economie et des Finances sur la chaine nationale. Il avait annoncé que « la livraison des intrants agricoles au titre de la campagne agricole 2022-2023 était à 50 % ».

Kadiatou Mouyi Doumbia / Source : Mali Tribune

Daoudabougou : La Rive droite a désormais son GMS

Accompagné d'une forte délégation, le Directeur Général de la Police Nationale, l'Inspecteur Général Soulaïmane Traoré, a effectué, le vendredi dernier, une visite de courtoisie chez les notabilités coutumières et religieuses du quartier Daoudabougou.

La visite avait pour objet de porter à la connaissance des populations dudit quartier, de la création d'un Groupement Mobile de Sécurité (GMS) rive-droite dans leur localité et de préciser les missions de la police, notamment la protection des personnes et de leurs biens.

Accueilli par le patriarche Adama Sangaré, entouré de ses conseillers, après les salutations d'usage et la présentation du commandant en chef du nouveau GMS, le Contrôleur Général Iliad Mounkoro, le DGPN a remercié les notabilités pour l'accueil. Il a déclaré être venu présenter et confier ce GMS de Bamako Rive-droite aux populations de Daoudabougou qui abrite le siège de l'unité, avant de solliciter l'accompagnement de tous les quartiers qui composent les deux communes V et VI pour un meilleur accomplissement des missions de cette nouvelle structure.

Il a mis l'accent sur la nécessité du concept de police de proximité. À sa suite, le chef du quartier de Daoudabougou, M. Adama Sangaré, a exprimé leur satisfaction quant à l'implantation de ladite unité de sécurité qui va servir toute la rive-droite de Bamako, avant d'affirmer leur soutien et accompagnement suivi des conseils et bénédictions.

Pour l'Imam de la localité, la visite est la réponse d'exhaussement de leurs vœux formulés la semaine dernière dans la mosquée pour la sécurité du Mali. Mme Dembélé Fatoumata Dembélé, Présidente de la CAFO, membre du Conseil National de Transition (CNT) a affirmé au DG de la Police Nationale que les femmes des deux communes vont aussi accompagner la police pour la réussite de ses missions.

Les femmes et les jeunes ne sont pas restés en marge de l'événement. Aussi, ils étaient massivement présents pour témoigner leurs soutiens et accompagnements aux forces de sécurité. Un tour au chantier et les bénédictions ont mis un terme à la visite.

Niarra-Infos / Source : Mali Tribune

Primature : Des ressortissants de Koro reçus à la par le Premier ministre

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a reçu, le lundi 23 mai 2022, une délégation des ressortissants de Koro conduite par M. Salifou Telly.

Les ressortissants de Koro ont réaffirmé leur soutien à la Transition et ont exprimé leur inquiétude quant à la situation d'insécurité qui règne dans la zone. Ils ont également demandé au Chef du Gouvernement le bitumage de la route reliant la ville de Koro à celle de Douentza.

Choguel Kokalla Maïga a remercié ses hôtes quant à leur soutien à la Transition : « sans soutien du Peuple, le gouvernement n'allait pas être engagé aussi loin dans l'affirmation de la souveraineté de notre pays, de son indépendance dans les prises de décisions et dans la diversification des partenaires pour assurer la sécurité », a-t-il déclaré.

« Tant que le Centre ne sera pas stabilisé, nous n'allons pas avoir la paix au Mali », a affirmé Choguel Kokalla Maïga, avant d'ajouter : « Aujourd'hui, c'est l'armée malienne qui terrorise les terroristes, la peur a changé de camp, notre objectif est que d'ici un an, nous puissions pacifier complètement le pays ».

Le Premier ministre leur a donné l'engagement que leurs doléances seront transmises aux plus hautes autorités.

CCRP/Primature

Mali-Bénin : Pourquoi Patrice Talon veut rapatrier ses troupes déployées au sein de la MINUSMA

Les autorités béninoises invoquent la nécessité de faire face à la propagation du risque jihadiste à leurs frontières. Et assurent qu'il ne faut pas voir dans leur retrait du Mali une marque de défiance à l'égard du régime d'Assimi Goïta.

Cotonou a annoncé au Secrétariat Général des Nations Unies son intention de retirer ses troupes déployées au Mali dans le cadre de la MINUSMA, la mission onusienne de maintien de la paix. Le Bénin souhaite en effet renforcer la sécurité le long de ses frontières avec le Niger et le Burkina Faso, alors que cette zone est confrontée à une recrudescence d'incursions de présumés jihadistes.

Un courrier en ce sens, signé d'Aurélien Agbénonci, le ministre béninois des Affaires étrangères, a été transmis le 28 avril aux services d'António Guterres par Marc Hermanne G. Araba, l'ambassadeur du Bénin à l'ONU, en poste à New York depuis janvier 2021.

Source : jeuneafrique

Le champ d'application
de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2 : Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3 : Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.

Réforme de la justice et déploiement des autorités judiciaires et pénitentiaires : La MINUSMA appuie la réflexion

Du 28 février au 2 mars derniers, des journées de réflexion et de planification stratégique sur la réforme de la justice et le déploiement des autorités judiciaires et pénitentiaires dans le Centre et le Nord du Mali ont eu lieu à Bamako. Ces échanges avaient pour but de faire le point sur ces importants changements en cours. À quelques jours de la célébration de la Journée internationale des Casques bleus (le 29 mai) avec pour thème « Ensemble réussir la paix : le partenariat clés du progrès », retour sur un bel exemple de collaboration entre l'Etat et la MINUSMA, au service de la stabilité du Mali.

Cette conférence qui avait entre autres pour objectif de faire un état des lieux du programme de la réforme de la justice du gouvernement malien, devait également permettre une meilleure planification stratégique de la réforme et favoriser une meilleure information et coordination entre les différents acteurs de la réforme de la justice. Un état des lieux du déploiement et des affectations des autorités judiciaires et pénitentiaires dans le Centre et le Nord du Mali a aussi été dressé, afin de dégager une stratégie d'action. Il s'agissait aussi de permettre aux partenaires techniques et financiers (PTF) du Mali œuvrant dans le domaine de la justice, d'avoir une idée claire des besoins et opportunités d'intervention, afin de rendre leurs actions plus adaptées aux besoins du partenaire national.

Des thématiques reflétant des priorités nationales et le Mandat de la MINUSMA

La conférence s'inscrivait dans le cadre des efforts que la MINUSMA mène pour la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, dont l'article 46 appelle à une réforme profonde de la justice, ainsi qu'au renforcement de l'état de droit. Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Mamoudou KASSOGUÉ, avait d'ailleurs souligné la pertinence des questions relatives à la mise en œuvre de l'Accord et à la Loi d'Orientation et de Programmation du secteur de la Justice adoptée en 2019. « Ces questions sont d'autant plus importantes qu'elles soulèvent la nécessaire consolidation de la paix dans notre pays et la mise en place d'un système de justice plus performant, à travers des réformes législatives et réglementaires adéquates » avait-t-il expliqué. Il avait aussi suggéré que la réflexion soit engagée « pour que les zones libérées [...] puissent être occupées très rapidement par les services de l'Etat ».

Pour sa part, la MINUSMA demeure consciente que « le chantier de la réforme de la justice et le déploiement des autorités judiciaires et pé-

nitentiaires sur l'ensemble du territoire représentent une priorité pour assurer la prééminence de l'état de droit, un élément fondamental de la paix durable ».

Réformer le secteur de la Justice

Lors des travaux, une présentation exhaustive sur la Loi d'Orientation et de Programmation pour le Secteur de la Justice (LOPJ 2020-2024) et sa mise en œuvre ont été faites. Cette loi constitue un cadre stratégique dont la finalité est de bâtir un service public de la justice plus accessible, efficace et performant, de nature à restaurer la confiance des citoyens et des justiciables. Ces axes principaux sont : la lutte contre la corruption et la délinquance économique et financière ; l'amélioration de la situation sécuritaire par une lutte incisive contre le terrorisme et l'impunité ; le raffermissement de l'indépendance du pouvoir judiciaire ; et le renforcement des personnels, des infrastructures et des équipements. Durant l'année 2021, la relative maîtrise des conséquences de la crise sanitaire du Covid-19 a permis des progrès significatifs, entre autres l'organisation d'un atelier de suivi et de planification de la mise en œuvre en janvier 2020 à Ségou, l'identification des activités réalisées en 2020 et la mise en place du Comité de suivi et d'évaluation (CSE) en février 2021.

Une présentation sur le chantier des réformes législatives du secteur de la justice a suivi. Elle a mis en évidence le fait qu'un important nombre de textes de loi était en cours de relecture, y compris le Code pénal, le Code de procédure pénale, et le Code de procédure civile, commerciale et sociale. Parmi les priorités de la transition figurent la modification de la loi portant Statut de la Magistrature, la loi portant création d'une Agence de gestion des avoirs criminels saisis et confisqués et la loi portant statut des greffiers.

Sur l'état des lieux de la présence et l'affectation des autorités judiciaires et pénitentiaires dans les régions du nord et du centre du Mali, le ministère de la Justice a présenté une évaluation de la situation sécuritaire dans les juridictions concernées ainsi que l'état des lieux du dispositif sécuritaire au niveau des juridictions. Il en est ressorti que peu à concrètement été configuré depuis certaines initiatives menées en 2018. Les partenaires techniques et financiers du Mali présents ont par ailleurs plaidé en faveur de la réforme de la justice et du déploiement des autorités judiciaires et pénitentiaires.

Esprit de synergie et conjugaison d'efforts

La conférence a illustré la volonté des organisateurs de combiner leurs efforts dans un esprit de synergie pour faire avancer les dossiers de la réforme de la justice et du déploiement des autorités judiciaires et pénitentiaires dans les régions du Centre et du Nord du Mali, qui sont au cœur des priorités de l'État malien et de ses partenaires.

Ces journées ont été coorganisées par la MINUSMA et le PNUD au travers du projet PROSMED (Programme d'appui à la stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'Etat de droit) et le ministère de la Justice et des droits de l'Homme (MJDH) du Mali.

La rencontre a réuni 60 participants dont des représentants des directions centrales du MJDH, les chefs de juridictions et de parquets servant à Bamako et dans les régions de Gao, Tombouctou, Mopti, Ségou, Sikasso et Koulikoro. Des représentants de la société civile et des syndicats des magistrats, ainsi que les représentants des partenaires techniques et financiers, dont le PNUD, ONU Femmes, l'Union européenne, l'USAID et la MINUSMA y ont pris part.

Ce qu'il ressort de ces réflexions

Les participants à la Conférence ont émis des recommandations clés telles que : la mise en place d'une équipe pour réfléchir aux voies et moyens pour redémarrer le système de sécurisation des infrastructures et du personnel judiciaire ; la création d'un cadre interministériel d'échanges en vue du redéploiement des autorités judiciaires et pénitentiaires au Nord et au Centre en particulier avec l'accompagnement de la MINUSMA et autres PTF; et la prise en compte d'autres zones géographiques que le Nord et le Centre dans le tableau sécuritaire à réviser en vue du redéploiement du personnel judiciaire.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA

Détournement au GEDEFOR I : La Suède exige le remboursement des fonds détournés

Les accords qui liaient la Suède et le Mali connaissent d'énormes difficultés. Et pour cause : des détournements de fonds présumés décelés dans la gestion du projet, Gestion Décentralisée des Forêts (GEDEFOR Phase I) de l'ancienne coordonnatrice du Programme, Kanouté Fatoumata Koné. C'est suite à cette mauvaise gouvernance que la Suède, par le biais de son ambassade, a jugé opportun de résilier les accords de don. Du coup, elle a décidé de bloquer les fonds dont le décaissement devrait permettre de financer la phase III de GEDEFOR.

De graves manquements à l'orthodoxie financière sont légions sous nos cieux. Ils font perdre au Mali d'importantes sommes que les partenaires financiers décaissent pour le financement de certains projets et programmes de développement. Pour preuve, la Suède vient d'arrêter son financement du projet GEDEFOR qui attendait la mise en œuvre de sa phase III.

De ce fait, selon des confidences, l'Ambassade de Suède, dans une correspondance adressée au département de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, le 14 juillet 2021, a fait savoir que le Siège de l'ASDI à Stockholm leur a instruit de régler définitivement le contentieux dans les meilleurs délais. Ainsi ladite ambassade a estimé que des actions diligentes seront prises à cet effet.

D'après nos informations, le blocage du financement de la Phase III du projet GEDEFOR trouve son explication dans le détournement de fonds opérés dans les Phases précédentes par l'ancienne coordinatrice, Fatoumata Koné. Elle a trinqué avec les fonds. En effet, dans la correspondance l'Ambassade fait savoir son regret en expliquant que « tout nouveau décaissement sur le programme GEDEFOR III/Promotion des Chaines de Valeurs Agricoles (PCVA) sera conditionné au remboursement intégral du fonds incriminé ». Elle ajoute : « Son Excellence Monsieur le ministre, nous vous saurons gré des dispositions à prendre pour le remboursement du montant que le Mali doit à la Suède conformément aux conditions générales de coopération entre nos deux pays et aux termes des accords spécifiques relatifs à la mise en œuvre des phases successives du Programme GEDEFOR ».

Comme cette lettre est restée longtemps sans suite, le 24 mars 2022, l'Ambassade de Suède s'est donc vue dans l'obligation d'adresser une correspondance à la Directrice Nationale des Eaux et Forêts du Mali pour lui demander de faire l'inventaire des matériels et équipements du Programme de Gestion Décentralisée des Forêts, Phase III. Elle demande également à la Directrice des Eaux et Forêts de sursoir à la remise des véhicules et des motos du Programme. Toujours dans la même correspondance, l'Ambassade note qu'il s'agit de 17 véhicules de marque Nissan, 24 motos Yamaha, 200 gilets florissants et masques Covid-19.

Dans la foulée, après une longue période d'omerta, l'actuel ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, Modibo Koné, a réagi à la correspondance envoyée par l'Ambassade de Suède. Il a fait part à l'ambassadeur son mécontentement lors de la visite de ce dernier pour notifier, de façon verbale, la suspension du Programme GEDEFOR-PDD-DIN. Le ministre, quelque peu nerveux, qualifie cet état de fait de chantage. Cependant, tout en reconnaissant le détournement des fonds, le patron du département de l'Environnement, dans sa réponse, explique que le processus de réalisation des garanties est déjà enclenché et que c'est la présidente de l'ONG AMIDEF, non moins ex-coordinatrice de GEDEFOR qui a mis sous caution des parcelles de terrain. « Etant en prison, elle a remboursé 13 millions sur les fonds détournés et mis sous caution 11 parcelles de terrains que nous sommes en train de vendre, et le premier versement sur les ventes était prévu pendant le premier trimestre 2022 », dit le ministre en charge de l'Environnement.

Madame Kanouté Fatoumata Koné, non moins accusée du détournement des fonds de GEDEFOR I, c'est cette même dame qui a été nommée par le ministre Koné comme Directrice Générale des Eaux et Forêts du Mali, à la faveur du Conseil des ministres du 9 février dernier. Cette nomination a étonné plus d'un puisqu'elle traîne derrière elle les casseroles aussi retentissantes de détournement. De même, lors qu'elle avait été nommée directrice de la Grande Muraille par Housseini Amion Guindo, des partenaires avaient exigé des explications au ministre. Au départ de Poulo du département, elle a été éjectée.

Pourquoi, elle se trouve encore parachuter à la tête de la Direction générale des Eaux et Forêts à cette heure de la rectification de la Transition tant chantée ? Le ministre Modibo Koné se laisse-t-il manipuler par le cercle fermé qui protège cette dame ? Une dame pour laquelle il est très difficile de grimper à l'arbre de la transparence car elle laisse des taches noires partout où elle passe.

Lorsqu'on engage le pays dans la voie de la souveraineté, chacun se doit de traduire cela dans les actions. Au moment où on demande au peuple d'accepter la souffrance pour cette cause, certaines décisions sont de nature à essouffler l'engagement patriotique. Ce ne sont guère des mots qui feront le nouveau Mali, mais il se forge avec des actions loin de tout favoritisme.

Bazoumana KANE
Source : L'Alerte

53ème Edition de la Foire Internationale d'Alger (FIA 2022) : Le Mali s'y prépare !

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a rencontré les organisations faitières et patronales du Secteur Privé pour une session d'information autour de la 53ème Edition de la Foire internationale d'Alger avec pour objectif d'optimiser la participation du Mali à ce grand rendez-vous. L'Agence pour la Promotion des Exportations du Mali, (APEX Mali) organise la participation du Mali à cette édition qui s'inscrit dans le cadre de l'offre exportable, notamment les filières prioritaires retenues dans la Stratégie Nationale de Développement des Exportations au Mali (SNDEX).

Initié par la Société Algérienne des Foires et Exportations (SAFEX), cet évènement, qui se tient du 13 au 18 juin, 2022, au Palais des expositions des Pins Maritimes d'Alger, est placé sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur Abdelmadjid TEBBOUNE, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire. Cette rencontre économique, selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed, va contribuer à renforcer davantage les relations économiques et commerciales entre le Mali et l'Algérie, mais aussi avec d'autres pays participants.

C'est pourquoi un accent particulier sera mis sur le développement des échanges entre opérateurs économiques maliens, algériens et étrangers, avec au centre, la création d'opportunités uniques d'investissements et la promotion de nouvelles relations d'Affaires. Au programme de la participation malienne, il est prévu, outre une exposition de produits maliens, des rencontres d'affaires et des séances B to B, ainsi que la « Journée du Mali ».

Placée sous le signe du renforcement de la coopération économique, la rencontre se veut un cadre formel d'échanges et de promotion économique à l'heure où se dessine un nouvel ordre économique mondial. L'Ambassadeur de la République Populaire Démocratique d'Algérie au Mali, Son Excellence El Haoues RIACHE, s'est réjoui de la tenue de cette session d'échanges et d'informations qui vise à renforcer la participation des opérateurs économiques et autres acteurs du secteur privé malien à cette rencontre.

La FIA 2022 devrait accueillir près de 540 exposants issus d'une vingtaine de pays intervenant dans pas moins de dix secteurs. Pour rappel, plus de 500 entreprises, dont 167 étrangères représentant 15 pays, ont pris part à la dernière édition de cette foire, tous des partenaires traditionnels de l'Algérie avec lesquels s'opère l'essentiel des échanges commerciaux du pays. Considérée comme l'un des événements économiques majeurs en Algérie depuis 1964, l'événement disposera de 30 000 m2 d'espaces d'expositions et réunira 30 secteurs d'activités à travers 500 des plus importantes entreprises algériennes et étrangères. La FIA 2022, c'est 5 jours d'exposition ! 5 jours d'opportunités d'affaires ! 5 jours de business ! Elle concerne tous les secteurs d'activités : Énergie, Chimie et Pétrochimie, Industries diverses, transformation Agroalimentaire et services, etc... Occasion pour le ministre Ould Mohamed d'inviter les entrepreneurs, les opérateurs économiques, tous les acteurs du secteur privé malien, les start-up et les PME à promouvoir leurs produits et à diversifiés leur savoir-faire en participant à cette 53ème édition de la Foire Internationale d'Alger.

Les échanges ont surtout tourné autour de leur prise en charge, l'accompagnement de l'Etat quant à leur participation, le prix du billet d'avion assez élevés en raison de la situation conjoncturelle actuelle, entre autres... Rendez-vous leur à été donné pour ce jeudi 26 mai 2022, afin de répondre à toutes les préoccupations soulevées.

Yama DIALLO

Émission "MaliKura Taasira" de l'ORTM : Des éclairages sur les hausses de prix

Les questions relatives à la cherté de la vie, l'atténuation du coût des produits et denrées de première nécessité, l'approvisionnement du pays en denrées de première nécessité ont dominé l'intervention du ministre de l'Industrie et du Commerce Mahmoud Ould Mohamed dans l'émission « Malikura Taassira de l'ORTM. Le ministre a surtout tenu à rappeler auparavant que l'exercice du Commerce en République du Mali a été facilité par l'adoption des textes réglementaires et législatifs.

La hausse des prix des céréales est liée, selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, à la crainte d'une pénurie de la part de certains transformateurs, tels les producteurs de farine, de pâtes, de semoule ou encore de gâteaux. Une hausse qui implique aussi des mesures d'atténuation du Gouvernement, ainsi que des mesures de soutien au pouvoir d'achat des populations.

Pour le ministre Mahmoud Ould Mohamed, la volatilité des prix d'achat au consommateur s'explique par les facteurs liés en partie à la mauvaise campagne agricole due à l'insécurité dans les zones agro-pastorales, le ralentissement des activités économiques en raison des mesures de riposte contre la COVID-19. A ceci, s'ajoutent l'augmentation de la demande mondiale des produits de base tout comme l'envolée des cours mondiaux pour la plupart des matières premières et la hausse de plus de 20% du coût du fret maritime.

L'augmentation du tarif des conteneurs de 1000 dollars avant la crise du COVID-19 à 8000 dollars actuellement, a aussi impacté le coût des produits de première nécessité. Selon le ministre Mahmoud Ould Mohamed, « le ralentissement des activités économiques a engendré une perte de revenu pour de nombreuses personnes travaillant dans des secteurs fortement touchés par la pandémie du COVID-19. Dans ce contexte marqué par une baisse ou une perte de revenu des populations, toute augmentation des prix, si minime soit-elle, affecte prioritairement les populations à faible pouvoir d'achat ». S'agissant du phénomène de la « vie chère », il est lié à la notion du pouvoir d'achat, c'est à dire la « capacité pour un revenu de couvrir les dépenses essentielles ».

Face à cette situation, le Gouvernement a pris des mesures d'atténuation fortes. Il s'agit notamment du gel des marges commerciales des principaux importateurs, des efforts de sécurisation des axes intérieurs d'approvisionnement des marchés, de la fixation des prix indicatifs plafonds du riz brisure non parfumé importé et de l'huile alimentaire, de l'exécution d'un programme de réduction de la base taxable de 50% au cordon douanier, de la lutte contre la fraude, la concurrence déloyale et les pratiques illicites dans les transactions commerciales.

Aussi, pour atténuer l'impact de la hausse des prix des produits de première nécessité, des mesures de soutien ont été prises par le Gouvernement pour relever le niveau du pouvoir d'achat des populations. Au nombre de ces mesures, on note la revalorisation des salaires et des pensions de retraite, le financement des projets à haute intensité de main-d'œuvre, le financement des activités génératrices de revenus, la distribution de vivres et d'aliments bétail, le transfert monétaire aux couches les plus vulnérables.

Enfin, le ministre Mahmoud Ould Mohamed expliquera aussi la cause de la flambée des cours directement liée à la guerre en Ukraine, aucun bateau ou presque ne sortant plus de la Mer Noire. Or, le blé russe et ukrainien, qui représente 30% des exportations mondiales, n'arrivant plus sur le marché, la demande se reporte donc sur les producteurs européens. L'émission aura permis aux maliens de comprendre beaucoup de choses.

Yama DIALLO

SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- Nettoyage et protection des meubles en cuir
- Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Crise au sein du G5 Sahel : La mort du fantôme ?

Annoncée le 20 nombre 2015 par les Chefs d'Etat du G5 Sahel sans vision précise ni les moyens d'entretenir une armée transnationale, ce qui deviendra par la seule volonté du Président Hollande le 6 février 2017, la Force Conjointe du G5 Sahel est bien connue des comme une force fantôme. Dépourvue de ressources, sans ressources et en l'absence d'une coordination opérationnelle claire, la Force du G5 Sahel n'aura jamais réussi à poser la moindre empreinte sur la lutte contre le terrorisme au Sahel. Elle perdra le peu de crédibilité acquise à sa création à la suite d'un attentat contre son QG à Mopti le 28 juin 2018.

Forcée dès lors par les terroristes à abandonner en catastrophe son QG de Mopti pour Bamako, elle sera fortement rejetée par les populations qui ne souhaitent pas cohabiter avec une armée fantomatique incapable de défendre son QG. Le récent retrait du Mali de cette institution et les déclarations du Président Bazoum connu pour parler sans précaution, ramènent au débat la question de la survie ou plutôt de la mort d'une coalition militaire plus connue pour ses conférences et évènements de fundraising que pour ses faits d'armes.

La question que l'on pourrait se poser est de savoir si la Force G5 Sahel est utile ou pas. Pour les populations aux prises à la violence du terrorisme et pour les pays du champ sous la menace des attaques quasi-quotidiennes, elle n'est absolument d'aucune utilité. Son maintien ou sa dissolution ne changera strictement rien aux rapports de force. Par contre pour la France dont l'ancien Président en est l'instigateur, le G5 Sahel a illusoirement servi de tranchée lui garantissant le monopole des opérations militaires au Sahel et un bon positionnement diplomatique sur la scène internationale. En poussant à la réactivation de la force du G5 Sahel, la France espérait écarter l'Algérie et le Nigeria de toute possibilité de contribuer aux opérations militaires au Sahel afin de rester maitresse incontestée de son pré carré. Ainsi elle sera seule à assumer sa victoire et embellir l'histoire militaire d'un pays n'a connu de succès au front militaire depuis les invasions coloniales.

Conçu donc au départ pour contribuer à la lutte contre le terrorisme, la Force G5 Sahel a vite été récupérée pour ne servir que les intérêts de la France. Elle n'a pu boucler son budget de guerre parce que l'Elysée ne l'a jamais perçue comme une force Combattante. Son rôle est de servir d'écran pour renforcer la mainmise de la France dans la lutte contre le terrorisme dans nos pays et surtout écarter toute possibilité de mobiliser des pays comme l'Algérie dans les opérations au sahel. La débâcle de Barkhane au Mali et les malheureuses manipulations du G5 Sahel ont vite dévoilé au monde la nature fantomatique d'une force qui n'a jamais trouvé sa place dans la lutte contre le terrorisme.

Condamnée à la mort par le Président Bazoum, allié zélé de la Françafrique en Afrique de l'Ouest, la Force du G5 Sahel perd avec le retrait du Mali à la fois sa légitimité et sa continuité géographique. Elle a malheureusement déjà couté la vie a des soldats mal préparés et mal équipés. Cette couteuse aventure doit s'arrêter. La France et les européens plus soucieux de trouver un espace pour l'entrainement de leurs forces spéciales (Takuba) ne feront rien pour retarder la désintégration du G5 Sahel. Nos Etats doivent s'unir et mutualiser leurs ressources pour des buts et des institutions plus utiles aux populations.

Energiesdafrique Nassemanaye

G5 SAHEL : « L'heure est extrêmement grave »

Membre fondateur du G5 Sahel, le Mali a décidé, le 15 mai, de se retirer de l'organisation pour violation de ses textes notamment la non-tenue à Bamako de la 8e Conférence des Chefs des Etat devant consacrer la présidence tournante du Mali. En tant que président en exercice du G5 Sahel, Mahamat Idriss Deby Itno du Tchad, qui devait passer le témoin à son homologue Assimi Goïta, a dit apprendre avec une vive préoccupation cette décision du Mali. Néanmoins, il a indiqué prendre en compte les raisons avancées par le Mali pour justifier sa décision « lourde de conséquences pour l'ensemble du G5 Sahel ».

Par ailleurs, le Chef de l'Etat du Tchad a déclaré s'engager à mettre tout en œuvre pour préserver l'unité et la cohésion du G5 Sahel qu'il estime être un instrument de coopération irremplaçable face aux défis de développement et de sécurité. C'est ainsi que celui qui semble endosser la responsabilité de cette dislocation du G5 Sahel a exhorté les autorités maliennes à reconsidérer leur position. Pour montrer sa bonne foi et calmer les ardeurs des Maliens, il a aussi affirmé que des efforts sont en cours pour la tenue de la Conférence des Chefs d'Etat. « L'heure est extrêmement grave pour laisser le G5 Sahel se disloquer », s'est-il alarmé.

Le Drain et Parly emportés par la crise malienne ?

Emmanuel Macron réélu Président de la France a nommé Mme Élisabeth Borne comme Première ministre le 16 mai. Dans la composition de son gouvernement, Mme Borne a zappé deux tonitruantes figures de la crise malienne. Il s'agit de Jean Yves Le Drian et de Florence Parly qui n'ont pas été reconduits dans la nouvelle équipe gouvernementale. Dans cette éviction du désormais ancien ministre des Affaires étrangères et celle des Armées, beaucoup d'observateurs voient la sanction d'une mauvaise gestion de la crise malienne. L'on se rappelle que, dans une escalade continue de violence verbale, Le Drian et Parly se sont livrés, à plusieurs reprises, à une passe d'arme avec le gouvernement du Mali qui est resté, toujours droit dans ses bottes à chaque menace française.

Du blé, du carburant et des locomotives russes bientôt au Mali ?

Désormais partenaire privilégié du Mali, une forte délégation malienne était en Russie la semaine passée. Conduite par Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, la partie malienne a eu des échanges avec les responsables de plusieurs départements ministériels russes. Au menu des échanges, les sujets relatifs au transport ferroviaire, à l'approvisionnement en céréales, notamment le blé qui connait une sérieuse pénurie, ainsi qu'en hydrocarbure, ont été largement évoqués.

Selon le gouvernement du Mali, dans le cadre de la relance du trafic ferroviaire, la délégation ministérielle du Mali à Moscou est entrée dans la phase active avec la société russe Trading House STM qu'elle a rencontrée en présence du ministre malien des Finances. A en croire la même source, après des échanges sur les aspects techniques, les deux parties étaient censées procéder à la signature d'un mémorandum d'entente le vendredi avant d'entamer les travaux dans une dizaine de jours.

A titre de rappel, la société russe Holding, qui appartient à Sinara – Transport Machines (STM), est un important fabricant et fournisseur de matériel roulant et d'équipements ferroviaires, y compris des locomotives diesel et électriques, des unités multiples électriques, des wagons de fret et des machines de voie pour la construction, la réparation et rénovation et la maintenance de la voie ferrée.

Source : Mali Tribune

Dr. Moussa Coulibaly, Sociologue : Le Mali et le nouvel ordre

Selon le Sociologue Dr. Moussa Coulibaly, le cortège de sanctions annoncé par la CEDEAO contre le Mali n'est pas pour punir la junte, mais pour étouffer un peuple déterminé à s'affranchir de l'exploitation néo-colonialiste. Il a également qualifié la tentative de coup d'État dans la nuit du 11 au 12 mai dernier de coup d'épée dans l'eau.

Dr. Coulibaly dit ne plus avoir de doute sur la volonté de l'organisation sous-régionale de casser la dynamique en cours dans notre pays. « L'expression d'une détermination froide des maliens de l'intérieur et de l'extérieur à prendre leur destin en main. Cependant, je reste convaincu que la France n'a pas digéré ce qu'elle considère comme humiliation de trop, c'est pourquoi elle tente par tous les moyens de créer les conditions du chaos ».

« Ce qu'elle ignore et qui rend impossible toute tentative d'instrumentalisation, c'est que les Maliens ont compris que les auteurs du double coup d'État sont sur la bonne voie », a-t-il laissé entendre. Par ailleurs, notre interlocuteur prévient que toute tentative de coup d'État sera désormais réprimée comme lors du coup d'Etat raté en Turquie contre le président Erdogan. Le peuple s'assumera. Les esprits faibles surtout à l'extérieur qui minimisent la détermination du peuple réaliseront que les Maliens ne sont pas manipulés par la junte, mais par les problèmes comme l'insécurité et la lutte contre le djihadisme.

Le Sociologue pense que les Maliens doivent répondre à cette tentative de déstabilisation par la sérénité, la vigilance et la solidarité à l'endroit de leur armée, une armée meurtrie par les complots extérieurs et les détournements des fonds destinés à son organisation.

Un caillou dans la chaussure

Il pense également que les ennemis du Mali veulent créer une crise de confiance entre le peuple et cette vaillante armée déterminée à sauver notre pays des griffes du néocolonialisme. « S'ils ont réussi à le faire en 1968 en réussissant un coup d'État contre Modibo, les enfants et les petits enfants de Modibo ont tiré les leçons du passé douloureux. C'est aujourd'hui plus qu'hier une nécessité vitale pour tous les Maliens de savoir raison garder et de rester mobilisés à l'instar des dirigeants français qui ont eu le courage de faire l'appel du 18 juin 1940, qui fut un appel à la résistance face à Hitler », explique-t-il. A ses yeux, nous n'avons pas Hitler en face, mais nous avons des ennemis qui partagent des points communs avec lui. Et que le contexte historique n'est pas le même, mais la situation du Mali d'aujourd'hui n'est pas différente de celle de la France de l'époque, car ayant un dénominateur commun : le désir de liberté et d'indépendance totale.

L'obstacle au développement du Mali actuel est l'insécurité. L'armée, en diversifiant sa coopération, est en train de trouver la solution. Son action nous tirera des ténèbres du néocolonialisme. « Jamais notre pays n'a été aussi proche de ce noble dessein », s'est-il réjoui.

« Comme pour se libérer la conscience, les sanctions de la CEDEAO ne concerneront pas les vivres et les médicaments. Ce que le Sommet semble ne pas prendre en compte, ce sont les populations maliennes du Nord, du

Centre qui vivent déjà depuis des mois les pénuries qu'on veut éviter...», a laissé entendre Dr. Moussa Coulibaly. Pour lui, notre pays regorge d'immenses richesses naturelles et il fera toujours l'objet de convoitises malsaines. Un rappel est nécessaire.

Un accord qui vise la partition programmée du pays a été signé sans le peuple en 2015, puisque n'ayant pas fait l'objet d'un vote par l'Assemblée Nationale. Il a eu la caution des partenaires extérieurs du Mali notamment la France. Ce fut un coup de force contre le peuple malien. En huit ans, malgré le déploiement de forces onusiennes, françaises et africaines, le Mali a sombré dans les ténèbres de la violence et de l'insécurité, avec des milliers de morts et de déplacés, déplore notre sociologue. Toutefois, il estime que notre pays est aujourd'hui à un tournant de son histoire.

Quant à la CEDEAO, les chefs d'État comprendront bientôt que c'est le début de la fin d'un cycle. Ils auront très bientôt à faire face à des populations qui seront inspirées par le cas du Mali. Dr. Coulibaly appelle à opposer à ces sanctions une insurrection citoyenne. Faire pression pour tenir rapidement les élections ne vise qu'à mettre un pouvoir civil qui recevra des ordres et des orientations propres à créer et renforcer les liens de dépendance. Devant la concurrence chinoise et américaine, la France fera tout pour faire main basse sur nos ressources. L'enjeu des trente prochaines années sera la course vers les sources d'énergie. Le Mali en regorge et en aura besoin pour son développement.

Les États de la CEDEAO auront besoin du Mali pour leur développement. La CEDEAO des peuples a compris. Bientôt le cas malien inspirera cette CEDEAO des peuples composée majoritairement de jeunes déterminés à s'extraire de l'exploitation néo-colonialiste. Un pays dont les deux tiers sont occupés doit d'abord se libérer et récupérer le territoire avant d'aller aux élections. La junte malienne est en train de récupérer son territoire. Elle est en train d'assainir les finances du pays. Elle est en train, sur fonds propres, de doter notre armée de matériels de pointe. A l'image du Président Modibo Keita entre 1960 et 1968, elle a renforcé sa coopération militaire avec la Russie. Elle a besoin du soutien des Maliens pour libérer notre pays et envisager son décollage économique.

Échanges de bons procédés

Dans les conditions actuelles, une élection n'est pas possible. Beaucoup de chefs d'Etat le savent. Les chefs d'État de la CEDEAO se trompent de combat. « Cette réunion de la CEDEAO m'a l'air d'un scénario semblable à celui représenté par la fable « les animaux malades de la peste », on se bat pour condamner un pouvoir de transition dont le seul pêché est de se battre pour sauver son pays de la tyrannie des djihadistes et de sa partition programmée ». Même pour aller à la rencontre de leurs compatriotes et leur exprimer leur compassion, il arrive que les politiques sollicitent le soutien des forces de sécurité pour sécuriser leur convoi.

Ce dispositif de sécurité particulier est un luxe qu'on ne peut offrir à chaque citoyen qui désire se déplacer pour faire la campagne ou pour aller voter. La cohérence exige d'abord la sécurisation du territoire avant les élections. Par rapport à l'action militaire qu'on veut mettre en place pour voir la possibilité de déloger la junte, cette option est une honte. C'est un manque de respect pour le peuple malien. Les actes posés par ce pouvoir de transition sont l'expression de la volonté populaire. En attendant, l'armée doit rester soudée comme un seul homme.

Cependant, Dr. Coulibaly appelle le Président Assimi Goïta à créer les conditions d'un déploiement immédiat et massif de militaires russes pour renforcer le dispositif en cours au Nord et au Centre, mais aussi constituer une ceinture de sécurité autour des institutions à Bamako. A ce rythme, aucune piste n'est à écarter. Quand on décide de faire appel à un pays comme la Russie dans le cadre de la coopération bilatérale, il faut se préparer à toutes les éventualités. L'histoire nous a enseigné, à l'image de l'appel du 18 juin 1940, que la liberté et l'indépendance s'obtiennent après des sacrifices, a conclu le sociologue Dr. Moussa Coulibaly.

Ibrahima Ndiaye
Source : Mali Tribune

Chapeau sur la Déclaration du CNID-FYT : CNID-Faso Yiriwa Ton : « 31 ans rectitude politique, éthique et morale »

Le Congrès National d'Initiative Démocratique célèbre sa 31ème année d'existence dans la « sobriété », en raison, soutient son président Mountaga Tall du contexte national qui ne s'accommode pas de fête mais incite plutôt à la réflexion et à l'engagement. Mais pour autant, le parti du Soleil Levant ne se prive pas de rappeler son parcours fait de résilience, d'engagement dans une « rectitude politique, éthique et morale » jamais prise à défaut.

Déclaration sur le trente et unième (31ème) anniversaire du (CNID- Faso Yiriwa Ton) 25 et 26 mai 2022

Le Congrès National d'initiative Démocratique (CNID - Faso Yiriwa Ton) célèbre ce 25 mai 2022, le 31ème anniversaire de sa création dans un contexte de sanctions injustes et illégales prises contre le Mali à la quête de sa souveraineté et de son indépendance confisquées et de sa dignité bafouée. Un tel contexte ne laisse aucunement place à la fête mais appelle au contraire à la réflexion et à l'engagement. C'est pourquoi le CNID-FYT célèbre son anniversaire dans la sobriété mais aussi avec la ferme conviction que le Mali, sous peu, dans la dignité, reprendra toute sa place dans le concert des nations.

C'est le 25 et le 26 mai 1991, que des combattants de la Démocratie et de la Liberté, issus essentiellement du CNID -Association, un des fers de lance de l'instauration de la démocratie au Mali, mais aussi de tous les secteurs socioéconomiques, culturels, religieux, des hommes, femmes, jeunes, aînés et de tous les cercles et régions du Mali et de la diaspora se sont réunis à Bamako pour mettre sur les fonts baptismaux le Congrès National d'initiative Démocratique (CNID - Faso Yiriwa Ton). Au même moment, la décision a également été prise de maintenir le CNID – Association en tant qu'entité indépendante de veille sur la démocratie, en que « sentinelle » vigilante et déterminée.

Ainsi débutait la fabuleuse histoire d'un parti politique dont les singularités nombreuses, se sont révélées et affermies au fil de ses trente années d'existence et qu'il s'engage à renforcer à l'aube de sa quatrième décennie.

Singularité d'une formation politique dont la vocation est de conquérir et d'exercer le pouvoir à pouvoir dire NON chaque fois qu'il en allait de l'intérêt du Mali au détriment de tout calcul partisan. Ils en furent ainsi lors du refus d'intégrer certains gouvernements (en 1992 et en 2020), de demandes de retrait de gouvernements (en 1995 et en 2017), de refus de cautionner des élections frauduleuses comme en 1997 et récemment en 2020 quand le parti déclarait : « préférer perdre des députés plutôt que de perdre ses idéaux, le CNID-FYT a décidé d'assumer son choix de mettre les intérêts et la protection des maliens (sécurité sanitaire, protection des personnes et de leurs biens, intégrité des élections, cohésion nationale) au-dessus de ses intérêts partisans et politiques »

Le CNID - Faso Yiriwa Ton a aussi refusé de soutenir des initiatives liberticides ou non républicaines même lorsqu'il était au Gouvernement (projet de révision constitutionnelle de 2017).

Singularité encore du CNID - Faso Yiriwa Ton qui, aux affaires, a su contribuer positivement à la marche en avant du Mali sans tremper dans des affaires nauséabondes de corruption ou autres enrichissements illicites.

Le CNID - Faso Yiriwa Ton, c'est aussi une fabuleuse contribution à la consolidation de la démocratie au Mali à travers de nombreuses initiatives parlementaires dont la première question orale à un ministre , la première question écrite à un ministre , la première interpellation du Gouvernement devant le Parlement , la première motion de censure contre le Gouvernement , la première proposition de Loi au parlement malien , le Statut de l'Opposition , la légalisation du mariage religieux ou encore la double nationalité.

Les causes des Femmes et des Jeunes sont et demeurent au cœur de l'action du CNID - Faso Yiriwa Ton dont les premières Vice-présidentes sont des femmes depuis plus de deux décennies sans compter leur nombre élevé au sein de la Direction du Parti à des postes de responsabilité éminente dont le Secrétariat Général.

Le CNID - Faso Yiriwa Ton s'enorgueillit aussi d'être le seul parti politique au Mali à avoir fait élire deux fois les plus jeunes députés et deux autres fois les plus jeunes maires du Mali.

Surtout en trois décennies, le CNID - Faso Yiriwa Ton n'a été absent d'aucun combat pour la démocratie et la République. Sa présence a ainsi été constante auprès des journalistes pour la Liberté de la Presse, auprès des personnes abusivement arrêtées, poursuivies ou détenues etc...

Le CNID - Faso Yiriwa Ton a accepté de payer un prix exceptionnellement élevé pour tous ces combats en assumant, sans plier, les conséquences d'une répression féroce contre ses dirigeants et militants : arrestations, déportations, incendies, exclusion des postes de responsabilité de ses cadres et des marchés publics de ses opérateurs économiques. A toutes ces épreuves les militantes et militants du parti ont fait preuve non seulement de résilience mais aussi d'engagement total. Gloire à eux !

Le CNID - Faso Yiriwa Ton, c'est enfin la rectitude politique, éthique et morale tout au long de son parcours : jamais de trahison, de reniement, de retournement de veste ou de manquement à la parole donnée.

L'engagement pour le Mali du CNID-Faso Yiriwa Ton, adossé à ces fortes convictions, a amené notre parti à s'engager pleinement dans le combat mené par le Mouvement du 5 juin -Rassemblement des Forces patriotiques (M5-RFP) pour sauver le Mali et assurer sa Refondation dans sa dignité, son indépendance et sa souveraineté retrouvées. Cet engagement se poursuit sans tambour ni trompette mais dans une remarquable efficacité dans la gestion et soutien à la Transition.

C'est ce parcours que le parti célèbre aujourd'hui et qu'il s'engage à perpétuer en maintenant le cap.

Joyeux anniversaire aux intrépides militants et aux sympathisants du CNID - Faso Yiriwa Ton.

Gloire à nos Forces de défense et de sécurité

Courage aux Démocrates, Patriotes et Républicains du Mali.

Puisse Allah Soubhana Watala bénir et protéger le Mali !

Bamako, le 25 mai 2022

Me Mountaga TALL
Président du CNID-FYT

Célébration de la journée de l'Afrique : Le PM Choguel prône la solidarité autour du Mali

A l'instar des autres pays de l'Afrique, le Mali a célébré, le mercredi 25 mai 2022, la journée de l'Union Africaine. La cérémonie était présidée par le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga. C'était en présence des membres du gouvernement et d'une masse compacte de personnes acquises pour la cause.

La célébration de la journée de l'Afrique de cette année intervient dans un contexte difficile marqué par les sanctions injustes, illégales et inhumaines imposées au Mali par la Cédéao et l'UEMOA. En dépit de cette situation, la tour d'Afrique de Bamako a refusé du monde pour la célébration de cette journée. Les communautés africaines résidant à Bamako ne se sont pas faits prier pour être témoins de la fête de l'unité et de l'intégration africaine. C'était pour elles une occasion d'exprimer leur soutien au peuple malien. Un accueil triomphal a été réservé au chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga. Après le bain de foule, à l'unisson toutes les communautés présentes ont procédé avec le Chef du gouvernement à la montée des couleurs à la Tour d'Afrique de Bamako.

Dans ses propos liminaires, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga s'est dit heureux et honoré de voir cette grande mobilisation des communautés africaines résidant en république du Mali et singulièrement à Bamako. « **Pour les dirigeants actuels du Mali, les actes que nous posons tous les jours, les propos que nous tenons tous les jours, ont un seul objectif : restituer à notre peuple, le peuple malien son unité, sa souveraineté, son indépendance, son honneur et sa dignité. En posant ces actes que nous accomplissions un devoir de générations. Mais en les accomplissant nous le faisons aussi au nom de tous les africains dans une certaine mesure. C'est ce qui m'a fait dire il y a quelques mois à l'occasion d'une conférence ministérielle africaine que dans une certaine mesure le destin de l'Afrique se joue en partie au Mali aujourd'hui. Tous les africains regardent le Mali. Intellectuels, opérateurs économiques, artistes, jeunes, femmes, leaders politiques et religieux prient tous les jours pour que l'expérience malienne soit une réussite. Parce qu'en vérité nous sommes sur la voie des pères fondateurs. Ceux qui en 1963 ont posé les fondations de l'organisation de l'Unité Africaine qui s'appelle aujourd'hui l'Union Africaine. Le Mali a**

vocation à unir. Tous les maliens le chantent que nous sommes l'un des rares pays pour ne pas dire le seul qui a inscrit systématiquement dans toutes les versions de constitutions du Mali, quel que soit les régimes politiques qui se sont succédé au pouvoir, quel que soient les dirigeants qui ont eu l'honneur de conduire les destinées de notre pays. Nous avions toujours inscrit le fait que le Mali est prêt à abandonner tout ou partie de sa souveraineté au nom de la construction africaine. C'est une vocation, c'est un sacerdoce que tous les dirigeants maliens, tout malien tout court, jeunes, femmes, les personnes âgées, tout le monde le porte dans son cœur », a-t-il rappelé.

Le chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga a saisi cette occasion pour saluer l'engagement et la détermination des FAMa qui se battent au quotidien dont les éléments tombent tous les jours que le Mali les regarde, l'Afrique les regarde, le monde épris de justice les regarde. « **C'est pour cela que quand je vois toutes les communautés africaines ici mobilisées, ça nous fait chaud au cœur. Ces communautés de par leurs réactions confirment ce que je dis. En fait, tout le monde porte son espoir sur le Mali. Je dois dire à la jeunesse malienne, à tous les maliens que toute l'Afrique nous regarde. Nous sommes un pays de paix. Nous nous battons pour ramener la paix dans notre pays** », a-t-il martelé.

Le Premier ministre a profité de l'occasion également pour lancer un appel à tous les maliens, à se dresser comme un bouclier pour la réussite de la Transition. « **Nous devons tout faire pour qu'à la fin de cette transition, ce qui se passe chez nous soit un lointain souvenir. Et que toute l'Afrique se dise que l'exemple malien est un exemple à suivre. J'ai le sentiment d'une ardente obligation de réussir la transition. Je dois dire avec assurance, avec confiance que sous le leadership du Président Assimi Goïta, avec la détermination du gouvernement, de l'ensemble des institutions de la transition, cette mission nous l'accomplirons Inchallah** », a-t-il souhaité.

Selon le chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga, les malentendus qu'il y a entre le Mali et autres pays de la Cédéao, c'est une brouille passagère. Comme dans une famille, il y a quelque fois des disputes mais cette famille, elle tiendra. « **Parce que je suis convaincu que l'ensemble des chefs d'Etats de la sous-région, l'ensemble des peuples africains sont conscients que le vœu le plus ardent aujourd'hui, de tout Africain, c'est de voir la paix s'instaurer au Mali. Cette paix pour qu'elle s'instaure, nous avions besoin de la compréhension, de l'accompagnement, du soutien de tous nos amis notamment les pays voisins et les pays africains avec lesquels nous sommes en communauté dans la Cédéao, dans l'Union Africaine et dans d'autres organisations** », a-t-il conclu.

Ibrahim Sanogo

Mendicité à Bamako : Dieu comme excuse

Réservée au départ aux enfants en formation coranique et aux handicapés, la mendicité, aujourd'hui, à Bamako, a pris toutes les formes et les mendiants usent de subterfuges pour plumer les âmes sensibles. Le secteur est très lucratif.

Dar Salam. En plein cœur de la Commune III du District de Bamako. Les abords des feux tricolores, en face de l'Ecole de Journalisme et des Sciences de la Communication (ESCJ), se remplissent peu à peu. Tenant dans sa main un sceau en plastique, une vieille dame, visiblement la soixantaine révolue, pose son récipient sous l'ombre d'un arbre, loin des regards des curieux.
En habituée de la place, elle prend son déjeuner d'abord. Discrètement, elle se change et met un boubou en haillon et se jette un foulard sur les épaules. Ensuite, elle prend position devant les feux tricolores. Là, elle tend la sébile aux automobilistes et aux motocyclistes. Du matin jusqu'au soir. L'exercice parait très rude et dangereux pour son âge, pourtant elle ne fait que ça depuis plus de dix ans, au même endroit. La vieille femme se dit obligée de mendier pour pouvoir se nourrir. Que font donc ses enfants ou sa famille ? La question est sans réponse.

Moins visible avant

Au Mali, plusieurs sources s'accordent sur l'existence de la mendicité depuis toujours dans notre société. Selon Dr Facoh Donki, sociologue, retraité de l'Institut des Sciences Humaines, ce sont les gens invalides, les handicapés qui n'avaient pas beaucoup de ressources qui demandaient aux autres. « Avant, dans les campagnes, la mendicité était moins visible parce que les gens avaient même honte de quémander. Mais en ville, ça se rependait, comme les gens de la ville sont plus aisés que ceux de la campagne », explique le chercheur. Pour Facoh Donki, la mendicité a commencé à se généraliser avec l'islamisation, notamment avec l'arrivée massive des mouvements religieux, l'installation des écoles coraniques avec le flux des talibés qui ne n'avaient pas toujours d'emploi et qui étaient toujours obligés de mendier pour eux, mais aussi pour leurs maîtres.

« Il y a mendiants et mendiants »

Mohamed fait partie de ceux qui se posent des questions sur le premier sens de cette veille pratique. Ce citadin reconnait qu'il y a aujourd'hui différents types de mendiants. « Il y a des indigents qui ont vraiment besoin d'appuis. Mais, il y a aussi des mendiants d'opportunités, qui abusent de la mansuétude de autres », regrette-il, avouant très difficile de distinguer présentement le vrai mendiant du faux.
Le phénomène n'a plus son sens d'antan, constate le chercheur. « Avant, l'aspect religieux n'était pas tellement présent. C'était l'aspect invalidité qui primait. Maintenant, on a mis la religion dedans, et on a pratiquement laissé à la Zakat. Le phénomène a commencé à se généraliser jusqu'à devenir un problème de société », pense-t-il.
Si la mendicité était pratiquée par quelques des couches défavorisées, nécessiteuses dans la capitale, on assiste aujourd'hui à l'arrivée de plus en plus de personnes bien portantes, de tout âge dans la pratique. Le plus souvent, ils occupent les abords des feux tricolores, les grands ronds-points, les mosquées et cimetières de la ville, les abords des restaurants, des boites de nuits...
A côte ce premier groupe, s'ajoute une deuxième catégorie, les mendiants déguisés. Souvent bien habillés avec toujours des problèmes de famille sous la main, ils se promènent en ville ou sur des motos devant des pharmacies, restaurants, hôtels, dans les marchés et gares routières. D'autres se font plus discrets et ciblent les gros véhicules de marque en ville ou des personnes sensibles.
L'ampleur de la religion dans la société est l'une des raisons qui explique cette floraison de la mendicité, constate Facoh. « Sans passer par là, ils ne peuvent vivre dans la ville. Comme la religiosité est vraiment très importante dans la ville mieux vaut passer par un faux mendiant habillé en musulman qu'en autre chose ». Une façon, dénonce le chercheur, d'exploiter la religion, « parce qu'il y a des mendiants qui peuvent travailler et gagner dignement leur vie, mais qui préfèrent aller faire du porte à porte pour quémander et vivre plus facilement. C'est ce qui fait que ça prospère de plus en plus ».

Reconversion des mentalités

Face à la persistance du phénomène, il est très difficile d'y mettre fin, selon Facoh Donki. Le chercheur propose plutôt une reconversion des mentalités et remettre les gens au boulot, leur faire comprendre le caractère, « immoral de la mendicité ». « Parce que tant qu'on est valide, rappelle-t-il, on peut faire quelque chose pour soi ».

Kadiatou Mouyi Doumbia
Source : Mali Tribune

Forum économique de Davos : « L'Afrique est un marché très attractif » (Patrick Achi)

Le Premier a animé un panel sur la zone de libre-échange continentale africaine devant un parterre de personnalités dont les présidents Paul Kagame et Emerson Mnangagwa ainsi que du patron de la Fifa.

A Davos où se tient le World Economic Forum, un panel a été consacré hier à la zone de libre échange africaine. Patrick Achi, au nom du Président de la République, Alassane Ouattara, a animé un panel. C'était en présence de plusieurs personnalités dont les présidents Paul Kagame du Rwanda, Emmerson Dambudzo Mnangagwa du Zimbabwe. Ainsi que Patrice Mostepe de la Confédération africaine de football et Gianni Infantino de la Fifa.

En quoi la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) qui a été créée en 2012 peut-elle aujourd'hui aider à une émergence de l'Afrique ? Sujet de Patrick Achi hier.

Le Premier ministre s'est inspiré des stratégies contenues dans "Vision 2030" du Président Ouattara pour démontrer que la zone de libres échanges continentale "est une chance pour toute l'Afrique. « C'est un marché considérable avec d'énormes potentialités et des richesses énormes », dira –t-il. Avant d'expliquer que la Zlecaf stimulera le commerce intra-africain et va surement augmenter la croissance sur le continent. L'Afrique gagnera alors en prospérité.

Mais pour que le libre échange profite à l'Afrique, il faudra qu'elle produise en quantité et transforme tout sur place. Produire en quantité, détaillera-t-il, signifie mécanisation de l'agriculture, utilisation d'engrais et sélection des semences. Puis passer à la transformation, au produit fini. « En ce moment, le continent garantit les emplois, créent des richesses et se donne les recettes pour investir dans les secteurs sensibles de la santé, de l'éducation et des infrastructures. »

Patrick a exposé le cas du cacao ivoirien qui non transformé, fait perdre de l'argent aux caisses de l'état et aussi aux agriculteurs qui peinent à assurer l'éducation de leurs enfants. Sur 105 milliards de dollars (53 mille milliards de FCFA) que rapporte la chaine des valeurs des produits agricoles, ceux qui défrichent la terre et leur pays ne gagnent que 5 milliards de dollars.

Transformer les matières premières est donc le vrai défi de l'Afrique. Défi qui permet de résorber la main d'œuvre massive du continent tout en garantissant des revenus convenables pour les caisses publiques. « La jeunesse africaine est dynamique et courageuse. Elle a de l'énergie qu'elle veut bien mettre au profit du développement du continent. Trouvons-lui du travail et elle sera à la fois épanouie et utile. Si nous ne relevons pas ce défi, elle constituera un problème pour l'Afrique »

Le Chef du gouvernement ivoirien a évoqué les moult avantages du libre-échange en Afrique. Et ce dans tous les secteurs. Par exemple dans le domaine du transport, si la Zlecaf est pleinement mise en œuvre, elle devra augmenter considérablement les flux de trafic sur tous les modes de transport : routier, ferroviaire, maritime et aérien. Elle augmentera également de manière significative les besoins en équipements pour tous les modes de transport.

La Zleca qui permet un libre accès aux produits de base, biens et services en Afrique est une chance pour le continent dira Patrick Achi. Elle favorisera la création d'emplois et assurera une vitalité des économies africaines.

A. N avec Sercom
Source : news.abidjan.net

Liste de la coalition YEWWI ASKAN WI de Dakar : Le Conseil Constitutionnel déboute la DGE et autorise le remplacement des candidats démissionnaires

La liste « Yewwi Askan Wi » du département de Dakar va finalement participer aux élections législatives de Juillet prochain. En effet dans sa décision prise ce matin par le conseil constitutionnel, la liste de la coalition YEWWI ASKAN WI au scrutin majoritaire pour le département de Dakar est autorisée à retirer et à substituer d'autres candidats aux deux démissionnaires. Les sages du conseil estiment en effet que la décision n° 006062 du 17 mai 2022 du Ministre chargé des élections, qui s'appuie sur le « rapport de la Commission de Réception des dossiers de Déclaration de Candidature pour les élections législatives du 31 juillet 2022, concernant la liste de la coalition YEWWI ASKAN WI au scrutin majoritaire pour le département de Dakar », n'est pas justifiée, et est mal fondée.

Source : Dakaractu.com

Niger : L'affaire Téra, un douloureux épilogue

L'exploitation des résultats de l'enquête de la Gendarmerie du Niger et de l'Armée française n'ayant pas permis de cerner le déroulement exact des événements qui ont provoqué la mort et les blessures des manifestants, le Niger et la France ont décidé d'assurer ensemble le dédommagement des familles des victimes ainsi que des blessés » (Extrait du Communique du Ministère nigérien de l'intérieur et de la décentralisation du 17 mai 2022).

Telle est l'issue officielle de ce qu'on peut appeler l'affaire Téra. Ainsi, en ont décidé le Niger et la France. L'affaire Tera renvoie aux incidents du samedi 27 novembre 2021, date à laquelle une partie de la population de Téra a tenté de s'opposer à la progression d'un convoi militaire français. La tension montant, les militaires ont recouru à la force. Bilan officiel : « trois (3) personnes sont décédées. Dix-sept (17) civils et sept (7) gendarmes nigériens ont été blessés, et pris en charge dans des centres de soins. Du côté du convoi français, sept (7) militaires ont été blessés ».

Cet incident - comme il fallait s'y attendre - suscita la colère des Nigériens. Aggravant le « sentiment anti-français », il radicalisa la société civile dont certains leaders n'ont pas hésité à qualifier l'armée française de « génocidaire ».

Toutefois, l'engagement du gouvernement Bazoum, le jour même, à faire la lumière sur cette affaire devait le calmer le jeu. La confiance était placée dans la justice, dernier rempart de l'État de droit. Or, six mois après, la déception reste le sentiment le mieux partagé. Selon les autorités nigériennes, les circonstances de survenance de l'incident ne permettent guère d'identifier, avec précision, les auteurs des tirs meurtriers. Comme en témoigne l'extrait précité qui rassure, du reste, qu'un dédommagement sera versé aux familles des victimes ; sans que soient déclenchées des poursuites.

Si elle semble satisfaire les familles - qui ont effectivement perçu les dédommagements -, cette solution ne convainc pas certains Nigériens. Ils estiment qu'elle consacre l'impunité des soldats français et semble même incriminer ceux du Niger.

Ils en veulent pour preuve cet extrait du communiqué : « L'enquête conduite par la gendarmerie nationale [nigérienne] a mis en évidence de graves défaillances du dispositif de maintien de l'ordre prévu pour gérer cette situation » ; tandis que « L'enquête menée par l'Armée française quant à elle, tout en reconnaissant le recours par le convoi a la force pour s'extirper de la foule qui le menaçait, conclut que les faits se sont déroulés dans des conditions réglementaires, aux moyens de tirs de sommation ».

En effet, en début avril déjà, Bazoum déclarait au micro de TV5 qu'« il y a eu beaucoup de défaillances de la part de nos forces de sécurité qui étaient chargées du maintien de l'ordre. Si nos forces avaient été efficaces, et qu'elles avaient pris des mesures – comme je les avais conçues...- tout cela ne se serait pas passé ».

Tout se passe comme si le Niger voulait blanchir les militaires français au détriment des siens. Ce qui ajoute au sentiment de colère populaire.

En conséquence, « l'armée française n'est pas la bienvenue au Niger. S'ils peuvent se permettre de tuer impunément des nigériens, pourquoi devraient-ils venir chez nous ? » s'interroge Aliou un étudiant nigérien. De son côté, le député Ladan Tchina promet que « si aujourd'hui ils [les français] ont un gouvernement corrompu à la tête du Niger qui fait échapper les soldats français à la justice nigérienne, ils ne seront pas toujours là. Tôt ou tard ils [les militaires français] répondront de leurs actes devant la justice nigérienne ». L'affaire Terra est-elle définitivement close ? Le temps nous dira.

En 1983, GÉRARD CONAC signait un bel article, dans la revue Pouvoir, consacré au " Portrait du chef d'État ". Il y écrivait notamment : « La puissance apparente des chefs d'Etat africains peut dissimuler une réelle faiblesse. Leur influence est parfois très limitée et leur marge de manœuvre des plus étroites. Dépendant de l'étranger économiquement, financièrement, techniquement et quelquefois militairement, ils doivent tenir compte de la volonté et des intérêts des partenaires qui leur apportent leur concours ». Éloquente, l'analyse résume parfaitement la situation de Bazoum face à la France de Macron.

Malik WOGO

MERCATO- PSG : Campos sort du silence sur son arrivée dans le projet QSI !

Annoncé proche du PSG, Luis Campos a été interrogé sur son avenir. Le Portugais n'a pas souhaité confirmer son arrivée à Paris.

Le PSG tient le successeur de Leonardo. A en croire la presse portugaise, le club parisien aurait trouvé un accord avec Luis Campos, de passage en France ce lundi. Le Portugais devrait signer son contrat et prendre ses fonctions dans les prochains jours. Campos sera chargé du recrutement estival, mais aura aussi son mot à dire sur l'identité du prochain entraîneur. De retour au Portugal ce mardi, l'ancien responsable du LOSC et de l'AS Monaco participait au XVIe Congrès international de football. L'occasion pour lui d'évoquer son avenir.

« UN RETOUR EN FRANCE ? POURQUOI PAS »

Questionné sur un possible retour au PSG, Luis Campos n'a pas souhaité confirmer son retour en France. « Ce n'est pas le moment. Vous saurez sans doute prochainement. C'est un moment de réflexion pour moi, de discussion, qui fait partie de notre vie et nous allons attendre les prochains jours et comprendre effectivement ce que je ferai durant la saison prochaine. Un retour en France ? Pourquoi pas en Espagne aussi, parce que nous avons le Celta de Vigo tout près d'ici...», a confié le Portugais dans des propos rapportés par Record.

Source : https://le10sport.com

Bélier (21 mars - 19 avril)

Au sein de votre service, des liens se nouent ! Ils vous aident à avancer dans vos fonctions. Mais ces feelings cachent des jalousies. Attention à vos confidences. Gardez vos ambitions absolument ! On peut vous critiquer. Vous faites des envieux !

Vous tentez tant bien que mal de réaliser des économies ! Elles restent difficiles à faire à cause des factures. Vos charges sont importantes. Les astres en Capricorne vous incitent à garder patience ! Il faut attendre avant d'acheter des gadgets !

Taureau (20 avril- 19 mai)

Les moyens dont vous disposerez ne seront pas illimités, mais ils ne seront pas non plus si restreints que ça. Au fil de la journée, votre marge de manoeuvre s'élargira. Vous prouverez dès lors que vous avez de l'ambition et la volonté de l'assouvir.

Avec Vénus rétrograde dans votre secteur II, vous freinerez vos dépenses. Vous préférerez être certain que vos rentrées d'argent s'effectueront sans être ponctionnées avant de faire des frais ou d'envisager une location même à pas cher pour des vacances.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si vous travaillez en équipe, la journée pourrait vous paraître bien longue et ennuyante. Vous n'êtes pas motivé et pourtant, une tonne de travail vous attend. Aujourd'hui, votre flemme vous rattrape, vous ne pouvez rien y faire, vous n'avancez pas.

Cher natif, vous lancer dans des pourparlers compliqués ne vous facilite pas les choses. Plutôt que de voir le côté négatif de la situation, attendez le moment opportun, si vous souhaitez acheter un bien ou négocier un contrat.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous assurerez côté boulot, car vous aurez à coeur de vous investir et de prouver vos compétences. Vous ne serez pas un collègue communicatif, mais le peu de mots que vous prononcerez auront des répercussions positives sur la qualité de votre travail.

Vous aurez envie de vous faire plaisir en investissant dans un meuble plus moderne. Vous ne trouverez rien qui corresponde à ce que vous chercherez, sauf à un prix inabordable pour votre budget. Vous renoncerez à cet achat qui semblera déraisonnable.

Lion (22 juillet - 23 août)

Une forte activité se fait sentir. Elle aide à valoriser vos compétences. Vos supérieurs hiérarchiques sont en train de remarquer vos talents. Une journée s'annonce fructueuse. Elle peut donner la possibilité de vous montrer sous un jour nouveau !

Vous entretenez des griefs de la veille et êtes tendu ! La journée s'annonce détendue. Elle promet de vous donner la parole. Une réunion peut changer l'ambiance et vous satisfaire. Des responsabilités sont en train d'arriver. Vous recevez un appui.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Votre évolution sera franchement spectaculaire : alors que vous aviez la fâcheuse tendance à patauger, voilà que vous foncerez à toute vitesse et que vous dépasserez tout le monde ! Vous balayerez tout, mais ne jetez pas le bébé avec l'eau du bain.

Pluton rétrograde pourrait vous jouer un mauvais tour. Parmi les possibilités, se rappellera à votre bon souvenir une contravention, un rappel d'impôts ou une difficulté à récupérer une somme en litige. Vénus, en plus, vous poussera à la dépense pour vous rassurer.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous ne lèverez pas la tête de vos dossiers, vous êtes plus ambitieux que jamais, et ça porte ses fruits. La chance sourit aux audacieux. Vous bénéficiez d'un beau succès. Vous êtes assez fier du résultat. Vous avez les atouts pour réussir.

Vous prenez de bonnes habitudes concernant les finances, et le résultat vous satisfait pleinement. Dépenser oui, mais dépenser bien ! Vous jouez les généreux lorsque la situation le permet, aujourd'hui c'est le cas. Vous gâtez vos proches.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous manquerez de ressort pour vous confronter à des collègues envieux. Vous ne vous laisserez pas marcher sur les pieds pour autant. Sans dévoiler vos intentions, vous accumulerez les preuves de vos détracteurs, pour les ressortir en temps voulu.

Avant de vous embarquer dans des dépenses inconsidérées, Vénus rétrograde dans votre secteur VIII, vous enjoindra à ne rien précipiter. Le destin se mêlera favorablement de vos sous, puisque cette personne annulera la transaction, ce qui vous arrangera.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

En voulant bien faire, n'en faites pas trop ! Cette générosité finit par se retourner contre vous. Restez sur vos activités, car elles mobilisent beaucoup d'énergie. Un pot entre collaborateurs est probable ! Il vous aide à resserrer les liens récents.

Pour réaliser des économies, pensez à faire le point. Votre relation à l'argent doit changer. Limitez les coups de coeur et autres entorses aux règles. Pour le moment, les charges restent élevées. Des moyens de locomotion peuvent amputer le budget.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous bosserez dur pour consolider votre position ou reprendre les choses en main. Votre réalisme, votre analyse objective des situations constitueront de précieux atouts sur le plan professionnel. Vous bénéficierez d'une plus grande liberté d'action.

Autant vous prévenir, Saturne vous aura à l'oeil. Vous connaissez, et pour cause, son mode de fonctionnement qui est plutôt la rigueur. Donc, il vous faudra oublier les dépenses non indispensables et plutôt envisager de mettre de l'argent de côté.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Supporter les critiques et les remarques des uns et des autres, c'est trop pour vous. Aujourd'hui, dans le travail vous êtes confronté à divers obstacles, les projets risquent d'être retardés. Vous ne pourrez rien faire, à part patienter.

Vous cherchez à obtenir de bons tuyaux, vous avez besoin de faire grossir vos revenus, mais aujourd'hui la tâche est rude. Ce n'est pas gagné. Cependant, l'occasion de faire des placements malins se présente, cher Verseau il faut en profiter.

Poisson (19 février - 21 mars)

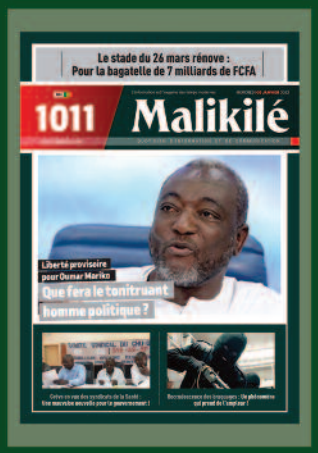
Vous comprendrez, mais un peu tard, qu'il vous aurait fallu anticiper pour ne pas vous retrouver confronté à ses problèmes. Ils ne seront pourtant pas nouveaux, loin de là. Votre laxisme se retournera contre vous, et vous devrez corriger vos erreurs.

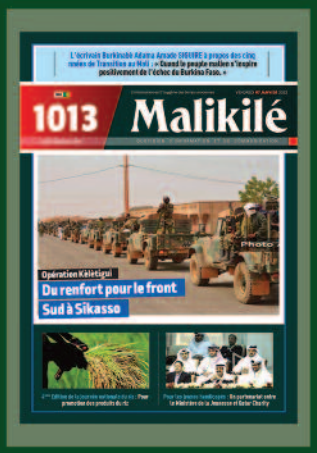
Même si votre situation financière ne vous occasionnera pas encore d'interrogations, vous devriez avoir un aperçu plus clair de la situation. Il conviendra toutefois de faire encore preuve de modération dans vos décisions, car elles demanderont maturation.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS





Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com